

"Les pays d'Europe centrale et orientale ne sont pas prêts à entrer dans l'Union monétaire" dans Le Monde (1er janvier 1999)

Légende: Le 1er janvier 1999, le quotidien français Le Monde décrit l'état de préparation des pays d'Europe centrale et orientale (PECO) face à l'Union monétaire européenne (UEM).

Source: Le Monde. dir. de publ. COLOMBANI, Jean-Marie ; Réd. Chef PLENEL, Edwy. 01.01.1999, n° 16 775. Paris: Le Monde.

Copyright: (c) Le Monde

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"les_pays_d_europe_centrale_et_orientale_ne_sont_pas_prets_a_entrer_dans_l_union_monetaire"_dans_le_monde_1er_janvier_1999-fr-b08a25c9-a146-4d16-bc0c-67c6d453310b.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 15/09/2012

Les pays d'Europe centrale et orientale ne sont pas prêts à entrer dans l'Union monétaire

« *La Pologne ne dispose pas d'une stratégie à long terme de passage à la monnaie unique* », peut-on lire dans un récent communiqué de l'ambassade de Pologne en France. De fait, l'euro ne semble pas encore un sujet de préoccupation important pour les Pays d'Europe centrale et orientale (Pecos) : « *Ces pays ont aujourd'hui trop de problèmes à gérer pour s'intéresser de près à l'euro* », souligne Nicolas Meunier, spécialiste de ces pays à la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

L'arrivée de l'euro, pourtant, devrait avoir des conséquences importantes pour toute la région. La nouvelle monnaie va progressivement remplacer le deutschemark comme instrument de paiement reconnu partout. L'intérêt fondamental des Pecos est de d'adosser à une zone de stabilité économique. Si l'euro est une réussite, cela se traduira par un surplus de croissance pour les Pecos. S'il échoue, c'est une très mauvaise nouvelle pour ces pays, dont les exportations sont désormais principalement tournées vers l'Union européenne.

« *L'intégration des pays d'Europe centrale et orientale à l'Union monétaire européenne n'est pas encore sérieusement envisagée* », peut-on lire dans une étude du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii), parue au mois de novembre. Aucun pays de la région n'a encore fait acte de candidature à l'Union économique et monétaire, même si la Pologne ambitionne officiellement d'entrer dans la zone euro en 2006.

D'ores et déjà, deux ensembles de pays se distinguent. Un premier groupe est composé des pays qui ont réussi à réduire fortement l'inflation et à stabiliser leurs taux d'intérêt. En 1998, l'inflation a été de 12 % en Pologne et de 15 % en Hongrie, selon les derniers chiffres du Fonds monétaire international (FMI). C'est beaucoup moins qu'en Roumanie (60 %) ou qu'en Bulgarie (23 %), dont les taux d'intérêts subissent encore par ailleurs de fortes « primes de risque ». « *Il y a un processus de convergence entre les pays d'Europe centrale et la zone UE; la Bulgarie et la Roumanie apparaissent, quant à elles, sur un sentier divergent* », notent les économistes du Cepii.

Globalement, les Pecos ne satisfont pas aux critères d'entrée du traité de Maastricht, à l'exception de ceux qui concernent la stabilité budgétaire. Déficit et dette publique « *s'inscrivent souvent dans les limites imposées par le traité de Maastricht* », souligne la note du Cepii. Le déficit polonais est resté compris entre 2,5 % et 3 % du PIB depuis 1993 grâce à la forte croissance; la dette publique est stabilisée légèrement au-dessus de 50 % du PIB.

Les critères les plus difficiles à atteindre concernent l'inflation et la stabilité du taux de change. Il faudrait, par exemple, que la Pologne ait une inflation de 3 % pour satisfaire au traité de Maastricht (qui stipule que les pays membres de l'UEM doivent avoir une inflation excédant de 1,5 point au maximum celui des trois meilleurs pays membres de l'UEM. Or un rythme moyen d'inflation élevé est normal dans les économies en transition : la modernisation et les gains de productivité entraînent les salaires et les prix à la hausse.

Stabilisation

Par ailleurs, les Pecos ne sont pas encore suffisamment avancés dans leur transition économique pour pouvoir supporter une stabilité trop forte de leur taux de change. Ils ne devraient donc pas entrer avant quelques années dans le nouveau système monétaire européen destiné à stabiliser le cours des monnaies européennes qui ne sont pas dans l'euro (SME bis). Les Pecos devront d'abord avoir prouvé qu'ils interdisent d'user de l'arme de la dévaluation pour répondre à un choc économique éventuel comme une baisse de la compétitivité de leur économie : or la monnaie polonaise, le zloty, est dévaluée chaque mois de 0,5 % par rapport à un panier de devises fortes. Ces « paniers monétaires » existent partout dans la région afin d'éviter les trop grandes fluctuations des taux de change et favoriser la désinflation. Un tel ancrage permet aux Pecos de stabiliser leur compétitivité à l'égard de leurs partenaires commerciaux. L'arrivée de l'euro va faciliter la tâche à ces pays qui étaient obligés d'observer l'évolution du deutschemark, du franc, de la lire, etc., afin d'équilibrer leur taux de change par référence à une « corbeille » en perpétuelle évolution. Avec l'euro, cette

corbeille n'aura plus besoin d'être pondérée en fonction de la part respective de tel ou tel marché à l'exportation (Allemagne, France, Italie, etc.).

Les « paniers » d'ancrage vont désormais être majoritairement constitués en euro, parce que les Pecos réalisent la plus grande partie de leur commerce avec les pays de l'Union européenne. Mais ils doivent aussi maintenir stable leur taux de change avec le dollar, puisque très souvent leur dette est libellée en dollars. De ce point de vue également, l'euro pourrait présenter un atout important : *« Pour ces pays, il sera plus pratique d'être endettés dans la même monnaie que celle avec laquelle ils commercent - en l'occurrence l'euro - parce qu'ils devront moins se préoccuper des taux de change croisés entre monnaies européennes et dollar »*, souligne Nicolas Meunier (CDC).

Le zloty polonais, par exemple, suit un ancrage flottant autour d'un panier de devises composé pour 45 % de dollars et pour 55 % de devises européennes. Mais, à partir de 1999, le panier va être composé en majorité d'euros. La banque centrale de Pologne a annoncé il y a quelques jours que l'euro représenterait à terme 100 % de son panier de référence. Les économistes du Cepii l'indiquent clairement : *« Les chances que l'euro devienne la principale monnaie dans la région sont importantes »*.

Lucas Delattre